

Le 8 septembre 2020

‘Par Système de dépôt électronique’

Me Véronique Dubois

Secrétaire pour la Régie de l'énergie
Tour de la Bourse, C.P. 001
800, Place Victoria, 2^e étage, bureau 255
Montréal (Qc)
H4Z 1A2

Objet : Dossier R-4008-2017, étape C
Demande d'Énergir concernant la mise en place de mesures relatives à
l'achat et à la vente de gaz naturel renouvelable

Chère consoeur,

Le GRAME répond par la présente aux commentaires d'Énergir émis dans sa correspondance datée du 4 septembre 2020 et portant sur les sujets d'intervention soumis par les intervenants.¹ Dans cette correspondance, Énergir soumet que l'analyse proposée par le GRAME portant sur le processus d'audit de l'approvisionnement en GNR, en suivi de la décision D-2020-057, déborde du cadre du présent dossier².

Dans sa preuve relative à l'étape C, Énergir indique avoir sélectionné un partenaire responsable pour certifier et valider le caractère renouvelable du GNR qu'elle achètera de producteurs situés à l'extérieur du Québec, partenaire qui l'accompagnera dans l'élaboration d'un protocole de certification de la production de GNR. Le Distributeur soumet que l'un des principaux attributs de ce protocole est « l'origine organique du GNR »³.

Le GRAME soumet que l'audit devrait notamment permettre de s'assurer que la production de biométhane provient de la **revalorisation** de résidus d'origine organique et permettre d'orienter le choix des producteurs vers ceux dont le processus de production limite les fuites de méthane.⁴ Tel qu'indiqué dans la liste des sujets soumis pour examen, le GRAME souhaite s'assurer que l'audit en approvisionnement de GNR permettra notamment d'exclure la production issue de la culture de végétaux, l'usage de

¹ B-0355

² B-0355, p. 2

³ B-0343, GM-5, doc. 3, p. 30

⁴ C-GRAME-0055, p. 2

produits et de terres agricoles devant servir à d'autres fins. À cet égard, le GRAME donne l'exemple de la culture du maïs pouvant servir à produire de l'éthanol.

De plus, l'approche réglementaire proposée pour la future *Norme canadienne sur les combustibles propres* prévoit des catégories de conformité pour l'approvisionnement en combustible à faible intensité en carbone. Elle prévoit que «*la portion d'un combustible à faible intensité en carbone faite de matière première à risque de changement indirect dans l'utilisation des terres (...) ne sera pas admissible à la création de crédits.*»⁵

Le GRAME soumet qu'il est important que les producteurs québécois ne soient pas désavantagés dans l'avenir, d'un point de vue concurrentiel par rapport aux producteurs de GNR situés à l'extérieur du Québec. Une uniformisation des critères d'admissibilité aux attributs environnementaux permettra de s'assurer que le GNR provenant de l'extérieur du Québec sera assujéti aux mêmes contraintes de production et favorisera un accès équitable au marché de GNR québécois.

Cette préoccupation du GRAME est importante à ce stade du dossier considérant la durée des contrats d'approvisionnement pouvant s'échelonner sur plusieurs années. Il est essentiel de s'assurer dès maintenant d'une uniformisation des critères d'admissibilité aux attributs environnementaux par le biais du protocole de certification qui sera adopté par Énergir.

Enfin, le GRAME soumet que l'analyse qu'il propose est en lien avec l'intérêt des clients pour l'origine et la qualité du GNR qu'ils souhaitent acquérir, incluant la question des attributs environnementaux et la création de crédits en découlant. L'intervenant entend questionner Énergir sur les bonnes pratiques de reconnaissance des attributs environnementaux liés au GNR et fournir des recommandations portant sur le protocole de certification de la production de GNR. Pour ces raisons, le GRAME demande à la Régie de lui permettre de traiter de cet enjeu dans le cadre de l'étape C du présent dossier.

Espérant le tout conforme, je vous prie d'agréer, Me Dubois, l'expression de nos salutations distinguées.

(S) Geneviève Paquet

Geneviève Paquet, avocate

cc. Me Hugo Sigouin-Plasse pour Énergir

⁵ Norme sur les combustibles propres ; Approche réglementaire proposée, Section 5.2 Catégorie de conformité, p. 28